

**EVALUATION DE L'IMPACT DU CONSEIL AUX EXPLOITATIONS
FAMILIALES DE LA ZONE OFFICE DU NIGER**

*RESULTATS D'UNE ENQUETE D'OPINION AUPRES D'UN ECHANTILLON
DE PARTICIPANTS ET DE NON PARTICIPANTS
VERSION PROVISOIRE*

URDOC	
BIBLIOTHEQUE	
N°	_____
Date:	/ /

600
0411

OCTOBRE 2002

SOMMAIRE

1	INTRODUCTION.....	1
2	PROBLEMATIQUE.....	2
3	OBJECTIFS :	3
4	METHODOLOGIE	4
4.1	LE CHOIX DE L'ECHANTILLON DE TRAVAIL.....	4
4.2	ELABORATION DES QUESTIONNAIRES:.....	4
4.3	REALISATION DE L'ENQUETE.....	4
4.3.1	L'échantillon enquêté.....	4
4.3.2	Déroulement des enquêtes.....	4
4.3.3	Difficultés rencontrées.	5
4.4	QUELQUES CARACTERISTIQUES DE L'ECHANTILLON	5
5	RESULTATS D'ENQUETES.....	6
5.1	LES ASPECTS QUI INTERESSENT LE PLUS LES PARTICIPANTS AU CONSEIL DE GESTION.....	6
5.1.1	Conduite de la pépinière :.....	6
5.1.2	Gestion prévisionnelle du stock et calcul des besoins et du disponible en céréales. ...	6
5.1.3	Calcul de la marge brute.....	6
5.1.4	Conduite de la riziculture en plein champ :.....	7
5.1.5	Entretien des bœufs de labour :	7
5.1.6	Le plan prévisionnel de la campagne et la gestion de la trésorerie	7
5.2	LES RAISONS MOTIVANT LES CHOIX DES PARTICIPANTS.....	10
5.3	LES CHANGEMENTS EVOQUES PAR LES PARTICIPANTS AU CONSEIL DE GESTION	10
5.3.1	Les changements techniques	10
5.3.2	Les changements économiques	13
5.3.3	Les changements organisationnels :.....	15
5.3.4	Changements sociaux.....	17
5.3.5	Changements quantitatifs de certains aspects du cdg:	18
5.4	LES NOUVEAUX BESOINS DES PARTICIPANTS	19
5.5	LES CONTRAINTES	19
6	ANALYSE DES RESULTATS.....	20
6.1	IMPACTS TECHNIQUES	20
6.1.1	Technique de la riziculture.....	20
6.1.2	Technique sur la gestion des animaux.....	21
6.2	IMPACT ECONOMIQUE.....	21
6.3	IMPACT ORGANISATIONNEL :.....	21
6.4	IMPACT SOCIAL	21
6.5	IMPACT CHEZ LES FEMMES PARTICIPANTES.	22
7	DIFFUSION DU CONSEIL DE GESTION	22
8	OPINIONS GENERALES SUR LE CONSEIL DE GESTION	23
8.1	OPINIONS DES PARTICIPANTS.....	23
8.2	OPINIONS DES NON PARTICIPANTS	23
8.3	OPINIONS DES PARTICIPANTES:	23
8.4	OPINIONS DES NON PARTICIPANTES.....	24
8.5	OPINIONS DES RESPONSABLES OP	24
9	CONCLUSION.....	25

LISTE DES TABLEAUX :

Tableau 1: Présentation détaillée du groupe cible des participants hommes.....8.

Tableau 2: Fréquences des thèmes observées au 1er choix..... 8

Tableau 3: Fréquences des thèmes observées au 2e choix..... 8

Tableau 4: Fréquences des thèmes observées au 3e choix9

Tableau 5: Fréquences des changements organisationnels observées..... 16

Tableau 6: Fréquences des changements Techniques observées.....12

Tableau 7: Fréquences des changements sur la gestion technique des animaux observées.... 13

Tableau 8 : Fréquences des changements économiques observées..... 14

Tableau 9 : Fréquences des changements sociaux observées..... 17

1 INTRODUCTION

L'Office du Niger (ON) est le plus ancien et l'un des plus grands périmètres irrigués de l'Afrique de l'Ouest. C'est une entreprise étatique chargée d'assurer la gestion des terres immatriculées au nom de l'état Malien. De sa création (1932) jusqu'aux années 80, l'ON, menait une politique dirigiste et coercitive. De cette date à nos jours l'entreprise a connu d'importantes évolutions suite aux différentes restructurations. Celles-ci l'ont imprimé un nouveau contexte caractérisé par :

- * Une intensification des systèmes de culture.
- * Une complexité des systèmes de production.
- * Une diversification des sources de revenus.
- * Une circulation de flux financiers importants.
- * Et l'émergence de nouveaux acteurs.

Les réaménagements des casiers rizicoles, la généralisation du processus d'intensification des cultures, la dévaluation du franc CFA ont largement contribué à l'avènement de ce nouveau contexte. Ce qui fait qu'aujourd'hui l'ON est devenu un important pôle économique et commercial de riz, de bétail et de maraîchage. En effet, il couvre près de 40% de la production rizicole nationale estimée à 810 000 tonnes (ON, 2000). Une partie de cette production est exportée vers des pays voisins (la Mauritanie, la Côte d'Ivoire...). Il montre ainsi les allures d'une zone aux potentialités économiques énormes d'où l'afflux d'investisseurs nationaux et étrangers.

Cependant, dans ce nouveau contexte, les producteurs sont confrontés à des problèmes de gestion auxquels ils n'étaient pas préparés même si certains d'entre eux se positionnent en vrai chef d'entreprises agricoles.

C'est pour cette raison que le conseil de gestion est introduit pour aider les producteurs dans l'organisation des activités de production et dans la gestion des productions et des revenus. Ce conseil de gestion a commencé depuis 2000 et concerne aujourd'hui environ une vingtaine de groupe de paysans avec près de 200 exploitations participantes.

Après 3 ans d'expérimentation, la présente étude cherche à déterminer les premières esquisses d'impacts du conseil de gestion. Cette évaluation d'impact, réalisé sous forme d'enquêtes, est basée sur les déclarations des producteurs participants et non participants au conseil. Les résultats de l'étude devraient servir de base de travail pour l'évaluation prochaine du programme.

2 PROBLEMATIQUE

Les exploitations agricoles de la zone ON ont subi d'importantes évolutions avec les différentes phases de restructuration de leur structure d'encadrement. De la simple production de riz pour l'auto consommation familiale, elles sont devenues des exploitations aux activités diversifiées à but essentiellement commercial. Leurs principales caractéristiques sont entre autres :

- ⇒ une inadéquation entre l'augmentation des revenus et le niveau de vie.
- ⇒ une aggravation de la situation d'endettement avec des difficultés d'accès au crédit intrants.
- ⇒ une forte variabilité des situations techniques et financières des exploitations.
- ⇒ de fréquentes mésententes aux origines d'ordre financier au sein des exploitations.

Alors les producteurs s'interrogent sur les stratégies à mettre en œuvre pour assurer la reproductibilité de leurs exploitations.

Auparavant, l'ON assurait la gestion de l'ensemble la filière, de la production jusqu'à la commercialisation. Désormais, les exploitants eux-mêmes doivent assumer la responsabilité de leur gestion. Ils doivent faire leurs propres choix stratégiques afin de s'assurer un avenir meilleur.

Comment, dans ce contexte et face aux nouveaux enjeux de l'ouverture du marché sous régional et de la mondialisation, accompagner les producteurs ?

Pour répondre à cette question, la direction de l'ON a chargé l'URDOC de mettre au point un programme conseil de gestion à l'intention des exploitations agricoles.

Il s'agissait pour l'URDOC de mettre au point des outils permettant de faire le conseil de gestion au près des exploitations avec une approche adaptée à la zone. Ce conseil doit permettre aux exploitants de faire une analyse des conditions de leurs exploitations pour mieux raisonner les décisions à prendre en vue d'améliorer leur situation.

Pour atteindre cet objectif l'URDOC, en collaboration avec le PCPS, est intervenu en deux phases à savoir :

- Une 1^{ère} phase expérimentale, de 1997 à 1999 a consisté à tester la méthode avec 15 exploitations agricoles volontaires de la zone de Niono. L'approche adoptée était centrée sur le conseil technico-économique, s'appuyant sur l'analyse des modèles d'actions prévisionnels des agriculteurs, le suivi individuel de leur mise en œuvre et l'analyse des résultats.

- A partir de 2000, une seconde phase a été initiée. Elle est basée sur une nouvelle approche privilégiant la dynamique de groupe et dans le souci de toucher un plus grand nombre des 20 000 exploitations de l'ON. Démarrée avec 3 groupes du Kala inférieur, elle s'est étendue actuellement à l'ensemble de la zone ON avec environ une vingtaine de groupes.

Le conseil de gestion constitue aujourd'hui l'axe principal des activités de l'URDOC2, dont l'impact doit être évalué en 2003.

L'évaluation d'un tel impact ne semble pas être aussi simple et évidente si l'on sait qu'il s'agit des actions de mise au point et d'expérimentation d'outils de travail sur un échantillon réduit, réalisées dans le cadre d'activités de recherche action et qu'il s'agit d'un temps relativement court. Ainsi, il est apparu nécessaire de chercher à situer les éléments sur lesquels doit porter cette évaluation.

L'impact du conseil de gestion doit se mesurer sur :

- Les exploitations en conseil (élévation du niveau de formation, modification des pratiques de gestion, introduction d'innovations, ...),
- Les exploitations localisées à proximité (effet tâche d'huile, mobilisation des réseaux socioprofessionnels de diffusion des techniques et des savoirs.),
- L'évolution des capacités des organisations paysannes à maîtriser leur environnement (renforcement de la capacité des responsables paysans participant au conseil, meilleure connaissance du fonctionnement des exploitations de leurs membres, force de propositions.).

C'est dans ce cadre que cette étude a été lancée pour baliser les grandes lignes de l'évaluation prochaine de l'impact du conseil de gestion.

Ce rapport présente quelques grandes lignes des résultats de l'étude, structurés autour des points suivants :

- * Les thèmes qui ont le plus intéressés les participants ;
- * Les grands changements que le conseil de gestion a apportés au sein des exploitations sur le plan technique, économique social et organisationnel.
- * Les contraintes, les opinions, les attentes et les propositions des participants sur le conseil de gestion.
- * L'estimation de l'impact quantitatif que les participants ont pu mesurer.
- * La diffusion du conseil de gestion et les créneaux de diffusion vers les non participants.

3 OBJECTIFS :

L'étude a pour objet de faire une évaluation de l'impact du conseil de gestion au sein des exploitations des participants et au sein des OP dont certains responsables participent. Elle doit permettre également d'observer la diffusion du conseil de gestion à d'autres exploitations non participantes, faire remonter les contraintes, les attentes et les opinions des participants et non participants afin d'améliorer les outils.

Ainsi il a été décidé de mener cette étude sur les points suivants:

- *Mesure de l'impact sur les exploitations participantes au conseil de gestion.*
- *Mesure de l'impact sur les exploitations non participantes des villages où se fait le Conseil de gestion.*
- *Mesure de l'impact sur les organisations paysannes dont certains responsables participent au Conseil de gestion.*

4 METHODOLOGIE

L'étude a été réalisée sous forme d'enquête auprès des producteurs sur la base de questionnaires adaptés à différents groupes cibles (participants et non participants au conseil de gestion).

4.1 Le choix de l'échantillon de travail

L'échantillon d'enquête prévu était composé de :

110 participants au conseil de gestion repartis entre 11 groupes

30 participantes au conseil de gestion reparties entre 3 groupes

110 hommes et 30 femmes non participants au conseil de gestion mais habitant tous les mêmes villages que les participants.

Ces groupes ont été choisis en fonction de leur expérience de participation au conseil de gestion (au moins un an de conseil de gestion).

Le choix des participants à enquêter a tenu compte de leur régularité aux séances de conseil de gestion et de leur disponibilité.

4.2 Elaboration des questionnaires:

Des questionnaires semi-fermés, à passage unique ont été élaborés en se basant sur les thèmes dispensés par le conseil de gestion et ceci en fonction des objectifs de l'étude. Les variables pertinentes ont été retenues à partir des fiches thématiques du conseil de gestion. Un questionnaire a été fait à l'intention de chaque groupe cible soit 4 questionnaires au total (voir fiches de questionnaires en annexe *xxx*)

Le questionnaire a été testé auprès de 4 exploitants de 3 villages Conseil de gestion (Molodo, Cocody et N10)

4.3 Réalisation de l'enquête

4.3.1 L'échantillon enquêté

Un total de 102 participants ont été enquêtés soit un taux de réalisation de 93% et 101 non participants, correspondant à 92% des prévisions, ont été enquêtés. Pour les femmes, toutes les prévisions ont été réalisées.

4.3.2 Déroulement des enquêtes

Les enquêtes ont été faites par 2 prestataires de service extérieurs hommes pour les groupes hommes et une prestataire femme pour les groupes femmes, en langue nationale bamanan à partir des questionnaires rédigés en français.

Les modalités d'exécution consistaient à faire des entretiens individuels avec les participants et non participants, les participantes et non participantes pour le remplissage des questionnaires. L'enquête s'est déroulée du 17 juillet au 08 août 2002.

Le dépouillement a été fait à l'aide de l'ordinateur pour les groupes des hommes participants (voir structure du fichier de dépouillement en annexe). Mais pour les autres il a été manuel.

4.3.3 Difficultés rencontrées.

L'enquête ayant coïncidé avec la période intense des travaux champêtres, l'une des difficultés majeures a été l'indisponibilité des enquêtés pendant la journée. La non disponibilité de certaines informations technico-économiques auprès des participants dû à l'inhabitude des participants à l'écriture.

4.4 Quelques caractéristiques de l'échantillon

Les participants enquêtés sont à 49% des chefs d'exploitation et à 37 % des chefs de travaux. Ils sont aussi à moitié des responsables OP dans leurs villages. (tableau 1).

Ils ont un taux de participation très élevé aux séances Conseil de gestion (95% environ)

Ces groupes sont récents au conseil de gestion avec un à deux de participation pour 85% des cas.

Tableau 1 : Présentation détaillée du groupe cible des participants hommes

Zones	Groupes	Effectifs	Nbre CE	Nbre CT	Dépendants	Resp OP	Réguliers Nbre %	Observations
Kouroumari (10)	Sk14 SK21	10	4	6	0	8	9 90%	1 an
Ndebougou (29)	Nara	10	5	5	0	3	9 90%	1 an
	B10-Nd11	10	8	1	1	8	9 90%	2 ans
	Nd2	9	7	2	0	5	9 100%	2 ans
Molodo (38)	C ^{ion} 3	7	0	3	4	2	7 100%	2-3 ans
	C ^{ion} 1-2	10	1	4	5	1	10 100%	2 ans
	Faba coura	10	8	2	0	8	10 100%	2 ans
	Pando camp	11	5	4	2	4	10 91%	2 ans
Niono (25)	Moussa wèrè	10	5	4	1	3	9 90%	2 ans
	N10	11	6	4	1	6	11 100%	2-3 ans
	N8	4	1	3	0	1	4 100%	2 ans
TOTAL	11 Groupes	102	50 (49%)	38 (37%)	14 (14%)	50 (49%)	97 95%	1-3 ans

5 RESULTATS D'ENQUETES

Les résultats issus de l'enquête se résument au tour de 5 points principaux comprenant les aspects qui intéressent le plus les groupes participants, les changements apportés, les nouveaux besoins et les contraintes des groupes participants, le réseau de diffusion et l'opinion des différents groupes cibles sur le conseil de gestion.

5.1 Les aspects qui intéressent le plus les participants au conseil de gestion.

Après avoir suivi le programme au moins durant une année les participants devaient choisir les trois premiers thèmes qui les ont intéressés le plus. Cependant tous les groupes n'ont pas commencé le conseil en même temps, ce qui fait qu'ils n'ont pas traité tous les mêmes thèmes. Donc chaque participant a effectué son choix parmi les thèmes qu'il connaît.

Sur les 52 thèmes proposés, essentiellement 8 ont retenu, pour le moment, l'attention des participants (tableau 2, 3 et 4).

Ces 8 thèmes sont la conduite de la pépinière, la gestion prévisionnelle du stock céréalier, le calcul de la marge brute, la conduite de la riziculture en plein champ, le plan prévisionnel de la campagne, l'entretien des bœufs de labour et la gestion de la trésorerie.

5.1.1 Conduite de la pépinière :

Sur les 102 individus enquêtés, 45 ont porté leur premier choix sur la conduite de la pépinière. C'est au niveau des groupes de Molodo (Pandocamp, Commission3, Commission1-2 Fabacoura) que l'on observe le plus grand nombre de participants qui ont choisi ce thème. A titre d'exemple, 10 sur 11 des participants de Pandocamp ont choisi ce thème en premier lieu.

Ceci semble s'expliquer par l'état des aménagements non réhabilités de cette zone. Les groupes de N'Débougou suivent avec 50% ceux de Molodo. Le faible taux (27%) est enregistré au niveau des groupes de Niono qui a bénéficié en premier lieu les réhabilitations des aménagements accompagnés de beaucoup d'appuis techniques.

5.1.2 Gestion prévisionnelle du stock et calcul des besoins et du disponible en céréales.

Ce thème est partagé par tous les groupes (tableaux 2, 3 et 4). Ceci confirme que tous les participants étaient confrontés à des problèmes de gestion du stock. C'est d'ailleurs l'un des sujets clés qui a motivé l'introduction du conseil de gestion auprès des exploitations agricoles.

5.1.3 Calcul de la marge brute.

Globalement ce thème a été choisi par 25 participants sur les 102. Tous les participants qui ont choisi ce thème ont un bon niveau d'alphabétisation ou de scolarisation et proviennent généralement d'exploitations à niveau de production suffisante.

Ceci s'explique par le fait que compte tenu du niveau, de leurs revenus ils sont beaucoup plus intéressés par les questions de rentabilités que par les aspects techniques qu'ils maîtrisent. Aussi la maîtrise de ce thème a besoin d'un bon niveau d'alphabétisation.

5.1.4 Conduite de la riziculture en plein champ :

C'est au niveau des groupes de Moussa Wèrè et SK14 que les participants se sont prononcés le plus pour ce thème. Quant aux autres groupes les pourcentages sont faibles. Ce qui dénote que les participants avaient une certaine maîtrise de ce thème avant le conseil de gestion.

5.1.5 Entretien des bœufs de labour :

Ce thème est fortement partagé par tous les participants. Il vient en deuxième position après la conduite de la pépinière. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que l'ON ne fait plus de conseil sur ce sujet.

5.1.6 Le plan prévisionnel de la campagne et la gestion de la trésorerie

Ces deux thèmes sont évoqués par les groupes de la Commission 3, Faba coura, et N8, mais avec de faible taux (tableau 2, 3 et 4). Ceci s'explique par le fait que ces thèmes ne sont pas encore maîtrisés, ils ont été animés très récemment au niveau des groupes.

En remarque, tous les thèmes n'ont pas le même centre d'intérêt pour les participants. Cette variabilité s'observe entre les différents groupes et au sein de chaque groupe.

La maîtrise de certains thèmes a besoin d'un temps et un bon niveau d'alphabétisation

Tableau 2: Fréquences des thèmes observées au 1^{er} choix.

Groupes	Effectifs	Conduite pépinière	Riziculture plein champ	Calcul marge brute	Plan pré-visionnel	Calcul besoins	Gestion stock	Entretien animaux	Gestion trésorerie	Total
Sk14-21	10	4	2	1	0	1	1	1	0	10
Nara	10	5	1	1	1	2	0	0	0	10
B10	10	5	0	1	0	2	1	1	0	10
ND2	9	1	2	2	0	1	2	1	0	9
Com.3	7	4	0	1	0	0	2	0	0	7
Com.1-2	10	6	0	0	0	1	0	2	1	10
Fabacoura	10	4	1	0	0	0	4	1	0	10
Pandocamp	11	10	0	0	0	0	0	1	0	11
Mousawèrè	10	3	3	1	0	0	3	0	0	10
N10	11	2	2	3	2	1	0	0	1	11
N8	4	1	0	2	1	0	0	0	0	4
Total	102	45	11	12	4	8	13	7	2	102

Tableau 3: Fréquences des thèmes observées au 2^e choix

Groupes	Effectifs	Conduite pépinière	Riziculture plein champ	Calcul marge brute	Plan pré-visionnel	Calcul besoins	Gestion stock	Entretien animaux	Gestion trésorerie	Total
Sk14-21	10	2	2	1	0	1	0	3	0	9
Nara	10	4	0	0	0	1	0	5	0	10
B10	10	2	0	0	1	1	1	3	0	8
ND2	9	3	1	1	0	3	0	0	0	8
Com.3	7	1	1	1	0	0	1	1	2	7
Com.1-2	10	1	1	0	1	1	4	2	0	10
Fabacoura	10	3	2	0	0	1	2	1	0	9
Pandocamp	11	1	2	0	0	0	1	7	0	11
Mousawèrè	10	1	1	1	0	2	1	4	0	10
N10	11	0	1	1	1	0	1	5	2	11
N8	4	0	0	1	0	0	0	3	0	4
Total	102	18	11	6	3	10	11	34	4	97

Nb : le nombre d'individus sélectionnés = 97 ; Individus manquants = 5

Tableau 4: Fréquences des thèmes observées au 3e choix

Groupes	Effectifs	Conduite pépinière	Riziculture plein champ	Calcul marge brute	Calcul besoins	Gestion stock	Entretien animaux	Gestion trésorerie	Total
Sk14-21	10	1	0	1	1	0	0	0	3
Nara	10	0	1	1	1	1	1	1	6
B10	10	0	0	0	1	0	1	0	2
ND2	9	0	1	0	0	0	4	0	5
Com.3	7	0	1	0	0	1	4	1	7
Com.1-2	10	1	2	0	0	2	3	1	9
Fabacoura	10	1	2	0	0	2	3	1	9
Pandocamp	11	0	1	2	4	2	1	1	11
Mousawèrè	10	2	2	0	2	1	3	0	10
N10	11	2	2	1	0	0	1	2	8
N8	4	0	0	2	0	1	1	0	4
Total	102	7	12	7	9	10	22	7	74

Nb : le nombre d'individus sélectionnés = 74
individus manquants = 28

5.2 Les raisons motivant les choix des participants

Les raisons que les participants ont évoquées pour le choix des thèmes s'articulent autour de 4 points essentiels : la résolution de problèmes techniques, économiques, organisationnels et sociaux.

- La résolution des problèmes techniques est essentiellement évoquée par les nouveaux groupes de Molodo, N'Debougou et Kouroumari. Ce qui confirme le faible niveau technique de ces groupes comparativement à Niono. Exemple de résolution de problèmes techniques on peut citer : la réduction de l'âge des plants au repiquage, la réduction de la dose de semences à l'hectare, les ruptures de plants, l'entretien des bœufs de labour...
- La résolution des problèmes économiques a été évoquée par les anciens groupes et quelques-uns des nouveaux groupes avec un taux très faible. En effet ce thème intéresse surtout les participants bien alphabétisés dont les exploitations ont un bon niveau de production.
- La résolution des problèmes d'autosuffisance alimentaire a été fortement évoquée. Ce qui confirme que les exploitations connaissaient de réels problèmes de gestion de leur stock.
- La résolution des problèmes d'organisation est moins citée. Notons que les thèmes relatifs à cet aspect sont récents et n'ont pas encore passé au niveau de beaucoup de groupes.

Les raisons évoquées ici confirment avec pertinence que les thèmes choisis par les participants peuvent leur servir à résoudre des problèmes concrets pouvant aboutir à des changements utiles à leurs exploitations.

5.3 Les changements évoqués par les participants au conseil de gestion

Les changements apportés par le conseil de gestion au sein des exploitations participantes sont nombreux et se regroupent autour de 4 grandes rubriques qui se rapportent à des aspects techniques, économiques, organisationnels et sociaux.

Ces changements pris un à un sont composés de plusieurs éléments détaillés.

5.3.1 Les changements techniques

Ils ont porté sur les techniques de production, les rendements et l'entretien des bœufs de labour (tableaux 5 et 6).

Les changements techniques cités par groupes indiquent que c'est à Molodo, Moussa Wèrè, SK14 et Nara que les participants ont évoqué le plus les améliorations techniques. Ces améliorations concernent les techniques d'installation de la pépinière et le ratio superficie/ pépinière plein champ. Ceci atteste qu'avant le conseil ces groupes n'ont pas eu suffisamment d'encadrement par rapport à ces pratiques culturales.

L'amélioration de la qualité de semences a été évoquée au niveau de tous les groupes particulièrement à N8 et SK14. Ce qui dénote une large diffusion du renouvellement des semences.

A l'exception d'une seule exploitation, toutes les autres déclarent avoir apporté des modifications par rapport à la dose de semence à l'ha avec le conseil. Cette technique n'était pas maîtrisée avant le conseil de gestion, ce qui provoquait certainement des ruptures de plants, le gaspillage de semence et souvent l'installation tardive de pépinières complémentaire.

L'âge des plants au repiquage a été évoqué au niveau de tous les groupes, excepté le groupe de B10. L'amélioration du planage a été aussi évoquée par tous les groupes, excepté les groupes de N8 et N10, des villages récemment réhabilités. L'évaluation de la superficie des champs rizicoles a été évoquée à Molodo et dans une certaine mesure à Moussa Wèrè et SK14. Bref toutes ces opérations techniques ont subi une modification d'une manière ou d'une autre au niveau des groupes. Ces modifications sont souvent accentuées au niveau des récents groupes et des zones non réhabilités ou dégradées.

Tableau 5: Fréquences des changements Techniques observées

Groupes	Effectifs/Points de changements techniques										
	ITK pépinière	Type semence	Dose semence	Age des plants	Planage	Evaluation superficie	Fumure organique	Dose engrais	Période d'apport	Rendement	
Sk14-21	10	8	7	10	6	7	3	5	5	6	7
Nara	10	6	5	6	7	8	0	4	3	6	5
B10	10	3	2	5	3	4	0	2	2	2	4
ND2	9	2	6	6	8	7	0	1	1	3	7
Com.3	7	7	4	7	6	3	2	2	1	3	6
Com.1-2	10	10	2	6	8	6	5	1	0	8	5
Fabacoura	10	10	1	8	7	10	7	3	0	5	8
Pandocamp	11	11	1	10	11	5	6	0	0	9	7
Mousawèrè	10	10	1	4	8	6	4	3	2	10	3
N10	11	4	6	8	8	2	0	3	3	4	10
N8	4	2	3	1	2	1	0	0	0	1	3
Total	102	73	38	71	74	59	27	24	17	57	65

NB : = Commission 3, = Commission 1-2,,

Les changements par rapport à l'entretien des animaux ont porté sur la performance des bœufs de labour, les soins sanitaires des animaux et dans une certaine mesure l'estimation des besoins alimentaires des bœufs de labour. Ces changements ont concerné également les techniques de détermination de l'âge, le choix d'un bon bœuf et l'âge de réforme d'un bœuf de labour.

Tableau 6: Fréquences des changements sur la gestion technique des animaux observées

Groupes	Effectifs	Points des changements sur la gestion technique des animaux					
		Détermination âge	Choix de bon BL	Besoins alimentaires	Soins sanitaires	Age de réforme BL	Performance-BL
Sk14-21	10	2	2	3	6	0	5
Nara	10	0	0	3	4	0	5
B10	10	0	0	1	1	1	3
ND2	9	0	0	0	2	0	0
Com.3	7	1	0	5	2	0	6
Com.1-2	10	0	0	10	3	2	8
Fabacoura	10	3	3	8	0	0	7
Pandocamp	11	3	3	8	1	0	7
Mousawèrè	10	4	4	8	1	0	7
N10	11	2	2	2	6	0	2
N8	4	0	0	0	4	0	3
Total	102	15	14	48	30	3	53

5.3.2 Les changements économiques

Les groupes de Niono et Molodo déclarent avec plus d'insistance une amélioration de la gestion financière de leur exploitation par rapport à ceux de N'Debougou et Kouroumari. Cependant, tous les groupes déclarent avoir diminué les charges d'exploitation, augmenté la marge brute et leurs revenus (tableau 7). Notons que les groupes de Niono et Molodo sont en avance sur ce thème par rapport aux autres.

Les diminutions de charge, les augmentations de la marge brute etc. pourront s'expliquer par la forte mobilisation de la main d'œuvre familiale et l'autofinancement d'une partie des intrants.

Les trois groupes de N'Debougou et celui de N10 déclarent que le conseil n'a pas eu une action notable sur leur situation de dettes antérieures parce qu'ils n'avaient pas de dette selon eux.

Cependant tous les groupes déclarent avoir remboursé grâce au conseil leurs dettes de la campagne écoulée.

NB : Ces points de changements économiques observés diffèrent d'un groupe à un autre et d'une exploitation à une autre.

Tableau 7 : Fréquences des changements économiques observées

Groupes	Effectifs	Points de changements économiques observés									
		Gestion financière	Financement intrants	Charges d'exploitation	Revenues	Marge brute	Niveau de dette	Remboursement	Accès crédit	Investissement	Épargne
Sk14-21	10	4	4	7	7	7	1	8	2	3	6
Nara	10	4	4	5	4	1	0	4	1	3	3
B10	10	2	2	3	4	3	0	3	0	3	4
ND2	9	4	1	6	4	4	0	5	0	1	2
Com.3	7	4	0	6	6	5	2	5	4	4	4
Com.1-2	10	8	0	9	6	6	6	4	3	5	4
Fabacoura	10	10	3	10	10	9	8	8	7	7	7
Pandocamp	11	9	0	11	8	8	7	1	0	4	5
Mousawèrè	10	6	1	5	3	3	1	0	0	2	0
N10	11	8	4	9	7	7	0	8	0	3	0
N8	4	2	0	4	3	2	1	4	1	1	1
Total	102	61	19	75	62	55	26	50	18	36	36

5.3.3 Les changements organisationnels :

Les changements organisationnels recensés indiquent que c'est au niveau de la planification de l'alimentation des animaux que les changements sont marqués (tableau 8). Ceci s'explique par le rôle que jouent les animaux dans la riziculture en zone ON.

La mobilisation de la main d'œuvre familiale a été évoquée d'une manière très significative dans les travaux de repiquage, l'arrachage et la distribution des plants. Ceci s'explique par le fait qu'avec le conseil, les participants ont compris que toutes les forces actives de la famille n'étaient pas valorisées.

Les groupes de Molodo, Moussa wèrè et SK14 se sont prononcés le plus pour le respect du calendrier agricole contrairement aux autres. Ceci s'explique par le fait que ces groupes sont dans les zones non réaménagées ce qui fait qu'ils ne maîtrisaient pas le calendrier classique de l'ON. Les anciens groupes de Niono et Molodo se sont le plus prononcés par rapport à une programmation des activités contrairement aux nouveaux (N'Débougou et Kouroumari) qui maîtrisent peu ce thème. L'estimation d'un budget prévisionnel des activités a été évoquée surtout au N10 (73%) et de façon plus faible par tous les autres groupes. Ce qui dénote un début d'auto financement des coûts de certaines activités de la campagne par les participants. Cependant, des efforts restent à fournir. Quant à l'approvisionnement en intrants 2 groupes l'ont évoqué avec un taux de 60% SK14 et Nara. Les autres l'ont évoqué avec un taux faible voir nul cas de N8. Ce qui explique qu'une majorité des participants restent encore liés à l'AV quant à leur mode d'approvisionnement en intrants.

A titre d'exemple 19% seulement des participants déclarent avoir augmenter leur autofinancement d'intrants et 18 déclarent que leur mode d'approvisionnement s'est amélioré.

Tableau 8: Fréquences des changements organisationnels observées

Groupes	Points de changements Organisationnels									
	Effectifs	Programmation des activités	Respect du calendrier	Mobilisation de la MOF	Approvisionnement en intrants	Estimation de budget prévisionnel	Complémentaire des animaux	Rationalisation des animaux	Constitution de stock alimentaire des animaux	
Sk14-21	10	4	6	9	6	3	8	6	8	
Nara	10	1	4	7	6	3	7	7	7	
B10	10	0	4	3	4	4	5	2	5	
ND2	9	6	4	5	2	3	7	3	7	
Com.3	7	7	7	4	0	4	7	7	5	
Com.1-2	10	9	9	4	2	2	9	9	9	
Fabacoura	10	10	10	7	0	0	7	7	6	
Pandocamp	11	11	11	6	0	2	9	9	9	
Mousawèrè	10	9	9	4	0	0	8	8	8	
N10	11	8	5	9	5	8	9	8	10	
N8	4	4	0	3	1	0	4	4	4	
Total	102	69	96	61	26	29	80	70	78	

5.3.4 Changements sociaux

Les changements qualifiés de sociaux (tableau 8) concernent :

- la cohésion sociale au sein des exploitations,
- le renforcement du niveau d'alphabétisation des participants : la participation au conseil de gestion favorise le recyclage et améliore les niveaux des participants
- une amélioration du niveau de raisonnement et de compréhension des membres des exploitations participantes. Ceci se traduit par une ouverture d'esprit et le renforcement des capacités de négociation dans la prise de décision.
- un renforcement de la cohésion sociale dû au feed back qui existe entre le participant et le reste des membres de la famille favorisant la transparence et la concertation dans la prise de décision
- 75% des participants déclarent avoir renforcé leur capacité d'autosuffisance alimentaire pour éviter la rupture du stock, avec leur participation au conseil ; et 68,32% disent qu'ils font la gestion prévisionnelle du stock céréalier. Ceci confirme un début de sécurisation alimentaire.

Tableau 1 : Fréquences des changements sociaux observées

Groupes	Effectifs	Points des changements sociaux						
		Gestion du vivrier	Autosuffisance alimentaire	Transparence dans la gestion	Prise de décision	Cohésion sociale	Raisonnement et compréhension	Niveau d'alphabétisation
Sk14-21	10	5	6	7	8	6	8	8
Nara	10	5	7	4	5	4	6	6
B10	10	6	6	1	1	1	6	5
ND2	9	4	6	3	2	2	8	8
Com.3	7	5	5	4	4	3	5	0
Com.1-2	10	9	9	6	5	6	7	3
Fabacoura	10	10	10	10	8	10	8	3
Pandocamp	11	9	9	5	4	4	9	9
Mousawèrè	10	9	9	3	3	4	8	3
N10	11	5	7	6	6	4	7	10
N8	4	3	2	0	2	0	2	3
Total	102	70	76	49	48	44	74	58

Nb:individus sélectionnés 101

Manquants 1

En conclusion les points saillants sur lesquels les participants ont évoqué des changements dus à l'apport du conseil de gestion concernent les mêmes aspects précédemment cités. Globalement la fréquence des avis des participants par rapport à ces changements sont :

- les changements sociaux 75,43%des cas.

- les changements techniques 67,65% des cas.
- les changements organisationnels 61,76% des cas.
- les changements économiques 27,45% des cas.

Une analyse de la fréquence des changements évoqués en fonction des groupes indique que les changements économiques sont plus souvent observés au niveau des anciens groupes surtout ceux de Niono. Ce qui dénote que l'impact économique du conseil doit s'observer dans le temps d'où la nécessité de la mise en place d'une base de données sur les participants afin de pouvoir faire une bonne évaluation de l'impact du conseil au moment opportun. Les changements techniques sont évoqués surtout dans les zones où l'état des aménagements ne permettait pas la maîtrise des techniques intensives de production.

La plupart des changements évoqués par les participants sont qualitatifs. Cependant nombre d'entre eux concourent à l'obtention de résultats quantifiables.

5.3.5 Changements quantitatifs de certains aspects du cdg:

Il a été difficile d'avoir avec les participants des valeurs quantitatives précises sur les aspects permettant de faire un impact quantitatif du cdg. Les quelques informations recueillies se présentent comme suit :

- La maîtrise des techniques de la conduite des pépinières a permis d'économiser en moyenne 25 kg de semence de riz par hectare estimé à 5000 FCFA/ha chez 61 exploitants de l'échantillon.
- L'utilisation de la fumure organique a permis de faire des économies sur l'engrais (notamment le DAP) à hauteur de 1,25 sacs soit 15 625 FCFA/ha (7 EA, de l'échantillon).
- Grâce au conseil de gestion, certaines techniques culturales furent maîtrisées, la bonne programmation de certaines activités furent respectées. C'est ainsi que la mobilisation de la main d'œuvre familiale a permis de réduire les charges de production par hectare d'environ 68.400 FCFA en moyenne chez 32 EA
- L'âge des plants au repiquage est passé de réduit de 42 jours à 27 jours en moyenne chez 68 EA soit 67%, ce qui à une incidence certaine sur le rendement.
- Le rendement aussi a connu une hausse d'environ 14 sacs par hectare soit une valeur monétaire de 105 000 FCFA /ha (25 EA).
- A ceci, on peut ajouter l'augmentation de la performance des bœufs de labour qui est passée de 5 jours à 3 jours en moyenne, soit la récupération de 2 jours de travail de labour par hectare chez 41 EA.

5.4 Les nouveaux besoins des participants

La majorité des participants (93%) ont exprimé de nouveaux besoins que le CdG n'a pas encore pris en compte. Ces besoins se traduisent en terme de nouveaux thèmes, de demandes d'appui et de sensibilisation.

En effet certains participants souhaitent l'élaboration de thèmes sur la conduite des cultures maraîchères comme la tomate pour toute les saisons, la pomme de terre... Ils proposent qu'il serait plus intéressant de faire coïncider l'animation des différents modules ou thèmes avec leurs périodes d'application sur terrain. Cela facilitera la maîtrise de l'outil. Comme exemples, l'animation des techniques d'installation de la pépinière en début d'hivernage, le calcul des besoins et du disponible en céréale en période de battage. Ils pensent également que le découpage du programme de formation en séquences de modules pour une 1^{ère} année ensuite une 2^{ème} année facilitera la compréhension.

D'autres formulent des requêtes d'appui par rapport à l'approvisionnement en intrants (semences maraîchères et engrais de qualité) et pensent qu'une large diffusion de la méthode conseil de gestion sera profitable pour les producteurs.

5.5 Les contraintes

Les contraintes que les participants déclarent rencontrer sont les suivantes :

- Difficultés d'accès aux intrants (engrais) de qualité et à temps.
- Le faible niveau d'alphabétisation (constitue un handicap majeur pour des participants et d'autres jeunes du village qui sont intéressés par le CdG).
- Le manque d'équipement adéquat de l'exploitation (peut empêcher l'application correcte de certaines techniques conseillées par le CdG).
- Les coupures d'eau (en période d'installation des pépinières suite à des travaux d'entretien par l'ON des réseaux d'irrigation).
- Le paiement de la cotisation. Pour certains, le cdg devrait être gratuit (Pando camp), pour d'autres le paiement devrait se faire en nature (paddy).

6 ANALYSE DES RESULTATS.

Dans ce chapitre nous ferons un examen exhaustif de l'impact du CdG sur les 4 grandes rubriques qui se rapportent aux aspects techniques, organisationnels économiques et sociaux de l'exploitation des participants, les OP et l'environnement de diffusion.

6.1 Impacts techniques

Les actions du conseil de gestion ont eu pour premier effet de susciter une prise de conscience chez les participants qui font évoluer leurs pratiques en riziculture, maraîchage et l'élevage

6.1.1 Technique de la riziculture

L'âge des plants au repiquage est passé de 42 à 27 jours en moyenne (67% des cas). Des techniques comme l'évaluation des superficies de la pépinière par rapport au plein champ, la dose de semences à l'ha (qui a été réduite de 25 kg 60% des cas) ont été beaucoup améliorées grâce au conseil. Il ressort de l'analyse que la conduite de la pépinière était un goulot d'étranglement.

A titre d'exemple, un participant déclare qu'avant le conseil de gestion, il lui est arrivé d'utiliser 110 kg de semences par hectare et malgré tout il n'était pas à l'abri de rupture de plants. Mais *« aujourd'hui avec 45 kg de semences certifiées je suis à mesure de repiquer 1 ha et il me reste des plants que je vends souvent »*. Avec le conseil, les ruptures de plants, le recours aux plants âgés et ou l'installation des pépinières tardives complémentaires sont très limitées). L'utilisation des semences de bonne qualité fait que nous sommes à mesure de repiquer plus de superficies avec moins de quantité de semences (45 kg de semences pour un ha). Un chef d'exploitant sur cinq ne faisait pas ou ne savait pas faire un bon planage avant le conseil. Grâce à l'introduction de la barre planeuse nous assistons non seulement à une amélioration de la technique du planage, mais aussi à une diffusion de cet l'outil *« nous nous sommes beaucoup améliorés avec le conseil »*. Le conseil de gestion a éveillé chez de nombreux participants la notion de temps (le calendrier cultural), et le respect des périodes des différentes opérations culturales. Nous avons noté également une nette amélioration dans les pratiques d'évaluation des superficies de riz, la dose et la période d'apport d'engrais. Un élément très important de l'impact est l'augmentation de la quantité de fumure organique sur les parcelles de riziculture. Cet élément est d'une importance capitale maintenir la fertilité des sols dégradés.

L'amélioration des pratiques culturales doit s'accompagner d'une augmentation ou du maintien des rendements culturaux. Pour vérifier cette hypothèse, nous proposons que le rendement des participants soit considéré comme un indicateur pertinent. L'évolution de cet indicateur doit être suivie d'année en année par le projet URDOC2 afin d'avoir des éléments de comparaisons, ce qui faciliterait la mesure d'impact et confirmerait la bonne mise en œuvre de l'appui conseil.

6.1.2 Technique sur la gestion des animaux

Un des impacts du conseil de gestion sur la gestion des animaux est sans doute l'amélioration de l'état nutritionnel des bœufs de labour (BL) qui est la conséquence directe de l'estimation, la constitution et la rationalisation du stock alimentaire (constitué principalement par la paille et le son du riz). Cet équilibre alimentaire a eu pour conséquence le maintien de la santé et l'amélioration des performances qui s'est traduit par une réduction des temps de travaux citée plus haut. Outre cette réduction, le conseil a aussi réduit les pertes des têtes qu'enregistraient bon nombre de participants en début de campagne rendant ainsi l'exploitation sous équipée.

Seul un participant sur dix savait faire un bon choix de bœuf de labour si non que les Peuls choisissent à leur place.

6.2 Impact économique

Il se résume à la gestion financière de l'exploitation qui se traduit, par une maîtrise des charges d'exploitation. En fait une remise en cause réelle dans la manière d'utiliser les revenus est constatée. Mais peu de participants (28% des cas) affirme avoir modifié leurs pratiques de gestion des ressources. A l'analyse, il ressort que les difficultés sont d'abord inhérentes à l'absence de prévision d'une part et la mauvaise gestion de l'argent tiré de la vente du riz par les chefs d'exploitation d'autre part.

Les activités secondaires génèrent des ressources peu suffisantes pour couvrir le manque à gagner.

6.3 Impact organisationnel :

Dans le cadre de la programmation des activités de la campagne, chaque exploitant cherche maintenant à tenir compte de ses objectifs et de ses ressources afin d'améliorer la conduite de ses cultures. Ceci passe surtout par un meilleur respect du calendrier cultural et des itinéraires techniques, en raisonnant d'avantage l'alimentation et le suivi sanitaire des bœufs de labour (principale force de traction en zone ON). C'est ainsi que la performance des BL est passé de 5 à 3 jours en moyenne soit la récupération de 2 jours de travail / ha (40% des cas).

6.4 Impact social

Dans le domaine de l'autosuffisance alimentaire des familles, les pénuries de stocks observées sont dues plus à une gestion approximative qu'à une insuffisance de production. En effet, peu de participants quantifiaient bien leurs besoins en céréales. Les quantités cuisinées étaient nettement supérieures aux besoins, d'où un gaspillage (40% des cas). Beaucoup nous ont déclaré qu'une fois le battage terminé leur production était unique, stockée ensemble dans une chambre sans souvent être ensachée. Une autre pratique de gestion de la production céréalière nous a été déclarée par les participants il s'agit de distribuer une bonne partie de la production à des personnes appelées «les namadés ». Cette pratique engendrerait un déficit alimentaire même dans les familles où la production était excédentaire par rapport aux besoins de consommation.

Désormais la production est divisée en deux parties une pour l'autoconsommation familiale et l'autre destinée à la vente. La notion de mesure rentre progressivement dans les habitudes. Peu de chefs d'exploitation (1/5) faisaient une restitution de la gestion du revenu tiré de la vente du riz. Donc il n'y avait pas de concertations ni de transparence dans la gestion des biens de l'exploitation. Mais aujourd'hui plus de 50% des participants déclarent que la restitution s'insère progressivement dans leurs comportements se traduisant par une cohésion sociale, une meilleure compréhension entre les membres de la famille. Le conseil de gestion, a suscité un éveil de conscience chez les participants.

6.5 Impact chez les femmes participantes.

L'intérêt du conseil de gestion chez les femmes participantes est l'amélioration de leurs pratiques en matière de culture maraîchère (notamment l'échalote).

Les participantes se sont intéressées à plusieurs thèmes comme : conduite de la pépinière, de l'échalote (réduction âge des plants au repiquage de 19 jours en moyenne, mode de semis), apport de fumure organique, conservation d'échalote, et la conduite des cultures d'échalote, de pomme de terre.

La maîtrise de ces thèmes a eu comme conséquence l'augmentation des rendements, la diminution des charges d'exploitation (réduction des doses de semences, et d'engrais surtout le DAP), réduction des taux de perte à la conservation (échalote). Ces changements techniques ainsi évoqués ont certes engendré un impact économique selon les participantes. Cependant nous n'avons pas pu le quantifier à cause de la non maîtrise des superficies maraîchères et de la production des participantes enquêtées. Par conséquent, on note un changement de raisonnement. Les groupes déclarent qu'avant le CdG les revenus des prestations collectives (repiquage du riz) servaient uniquement à l'achat des uniformes (habillement) pour les membres du groupe et à organiser des manifestations dans le village. Alors qu'après le CdG les mêmes revenus ont servi à ouvrir des comptes au niveau des caisses villageoises facilitant l'auto financement des semences notamment la pomme de terre (Molodo Commission³) et l'accès aux crédits.

7 DIFFUSION DU CONSEIL DE GESTION

Les participants ne se sont pas limités seulement à appliquer les thèmes au niveau de leurs exploitations, ils contribuent aussi à leur diffusion auprès des non participants.

Sur les 102 personnes enquêtées, 88 déclarent avoir discuté des thèmes avec des non participants soit du même village qu'eux, soit des villages voisins. Les thèmes couramment discutés sont la conduite de la pépinière, l'entretien des bœufs de labour, le calcul des besoins en céréales, gestion du stock et du disponible en céréales etc. ...

Les principaux créneaux de diffusion de ces thèmes sont les causeries (75%), les réponses à des questions de non participants curieux de savoir l'approche du conseil de gestion et ces objectifs (13%).

Quant aux non participants, ils ont en majorité entendu parlé du CdG à travers les OP et cela lors de réunions convoquées par ces dernières. Comme précédemment cité plus haut, ils l'ont également appris avec des participants lors des causeries. Les causeries portent le plus souvent sur les thèmes les mieux maîtrisés. Les changements observés chez les non participants sont techniques (la réduction de la dose de semence etc...) et organisationnel (gestion du stock céréalier).

8 OPINIONS GENERALES SUR LE CONSEIL DE GESTION

8.1 Opinions des participants

Les participants ont globalement une bonne appréciation des thèmes traités car seulement 5% des participants estiment qu'ils sont passables, tous les autres pensent qu'ils sont bons à très bons. Cependant 63% souhaitent un **recyclage** pour améliorer leur niveau d'alphabétisation afin de mieux profiter du conseil. Quant aux outils, 30% des participants seulement déclarent avoir des difficultés dans leur utilisation. En ce qui concerne les cotisations, 22% déclarent avoir des difficultés. Selon eux ces difficultés sont entre autres le mode de paiement (36%), le niveau élevé du montant à payer (27%), et d'autres pensent qu'il ne devrait pas y avoir de cotisation (18%).

Egalement, ils pensent presque tous que les conseillers sont bons.

8.2 Opinions des non participants

Les non participants déclarent qu'ils profitent de certains thèmes du CdG (conduite de la pépinière 41%, gestion du stock et calcul des besoins et du disponible en céréales 23%, conduite de la riziculture en plein champ 17%, entretien des bœufs de labour 15%...), soit en se faisant appuyé par les participants soit en exploitant leurs outils (pour les alphabétisés) ou bien même en se rendant dans leurs champs pour suivre les opérations qui les intéressent. Car selon eux les participants sont des références. Beaucoup souhaitent un appui en alphabétisation, une participation massive des femmes au CdG parce que selon certains non participants, *les femmes sont plus riches que les hommes du point de vue revenu individuel et qu'elles gèrent mal cet avantage.* (Molodo Com1-2, Pando camp, Mousa Wèrè).

8.3 Opinions des Participantes:

Les participantes souhaitent de nouveaux appuis tels que:

- ▶ Des appuis technique et financier pour l'embouche ovine et l'aviculture.
- ▶ Introduction de spéculations maraîchères telle que la tomate, pomme de terre, choux, la carottes (tout en facilitant l'accès à leurs semences)

► Appui technique pour la construction de case améliorée de conservation d'échalote.

De façon générale toutes les femmes (participantes ou non) enquêtées apprécient le CdG pour la simple raison qu'elles reçoivent des conseils pratiques sur le maraîchage qui représente leur source principale de revenus.

Pendant elles ont évoqué des contraintes qui sont de 4 ordres :

- Alphabétisation.
- Problème d'accès à la terre pour le maraîchage et leur Sécurisation (dégâts des animaux)
- Rupture d'eau fréquente par l'Office du Niger en période de maraîchage.
- La non disponibilité de certaines participantes à cause des travaux ménagers.

8.4 Opinions des non Participantes

Comme les participantes les non participantes ont évoqué leur intérêt pour certains thèmes du CdG dont les plus importantes sont les techniques d'installation des pépinières (échalote, tomate) et la conduite de leur culture, amélioration de la conservation de l'échalote et sa commercialisation, l'apport de fumure organique. Elles déclarent avoir appliqué ces thèmes en partie avec l'appui des participantes. Par conséquent les non participantes attendent du CdG un appui en alphabétisation, une augmentation du nombre des adhérentes a fin de permettre à la majeure partie des femmes d'améliorer leur condition de vie.

8.5 Opinions des responsables OP

Il ressort de l'analyse des opinions évoquées que 32% des responsables OP estiment que le CdG a eu un apport sur leur OP. Parmi lesquels 29% trouvent que cet apport se traduit par un meilleur remboursement des crédits, voir une augmentation des revenus de l'OP (augmentation des rendements d'où plus de frais de battage)

Par contre 49% des responsables OP pensent que le CdG n'a rien apporté pour le moment et 18% n'ont pas d'opinion. Ceci s'explique par le fait que les responsables OP ont bénéficié des formations antérieures avec leurs différents centres sur la gestion de l'OP. Compte tenu de leur jeune expérience dans le CdG il n'est pas facile pour beaucoup de faire la différence entre l'apport du CdG et la formation donnée par les centres de prestations de services.

Par rapport aux fonctions qu'ils occupent au sein de leur OP, sur les 49 de l'échantillon, 31 responsables OP (soit 63%) pensent que leur adhésion au CdG leurs a permis d'améliorer leurs performances personnelles dans l'exercice de leurs activités. Exemple je suis le magasinier de notre OP « je gère mieux les stocks maintenant qu'avant».

9 CONCLUSION

Cette étude a permis de constater des changements sur le plan technique, organisationnel, économique et social. Elle nous a permis aussi d'identifier des réseaux de diffusion du conseil / formation. En effet, nous pouvons dire que le conseil a fait tâche d'huile aussi bien chez les participants que les non participants. Cependant ces changements observés sont « **précaires** » ce qui pose le problème de consolidation des acquis du Conseil aux exploitations Familiales.

Pour les stratégies de consolidation des acquis nous proposons le suivi de certains indicateurs qui nous paraissent pertinents. Il s'agit :

- * du **rendement** car les améliorations des pratiques culturales doivent entraîner une augmentation des rendements dont l'évolution doit être suivie par l'URDOC à travers le service suivi évaluation de l'ON et les conseillers des CPS.
- * de la **séparation de la production** en partie autoconsommation, commercialisation. Cette pratique garantit la sécurité alimentaire.
- * de l'**élaboration d'un plan prévisionnel de la campagne et l'estimation de son budget**. C'est ce qui va permettre aux participants de mieux maîtriser les charges de production.
- * du **calcul de la marge brute** qui est une référence économique déterminante dans la rentabilité d'une activité de production.
- * du **taux d'investissement**, du **taux d'épargne** et celui d'**endettement** déterminent beaucoup la solvabilité de l'entreprise.
- * du **suivi nutritionnel et sanitaire des animaux de trait** qui nous paraît aussi important compte tenu du rôle des animaux dans le système de production en zone Office du Niger.
- * de la **dynamique du troupeau** qui peut être suivi pour les objectifs de spécialisation, d'intensification de l'élevage afin d'améliorer la gestion de l'espace agropastoral.

Les expériences de CdG en zone Office du Niger sont très récentes et le temps est relativement court pour mettre en évidence des impacts significatifs. C'est pourquoi nous disons que les acquis sont **fragiles** et que ces exploitants ont besoin d'un **appui endogène**.

Les appuis endogènes : les mesures d'accompagnement du conseil. Il s'agit :

- ▶ Mieux organiser l'entretien des réseaux d'irrigation afin que ces travaux ne coïncident pas avec les périodes où les cultures ont le plus besoin d'eau (installation des pépinières, la montaison).
- ▶ Développer des **capacités d'intermédiation** pour permettre aux conseillers de favoriser l'accès aux services (intrants, crédit, matériel agricole,...), pour les participants les plus démunis. Nous proposons à ce sujet qu'un comité technique d'évaluation soit mis en place composé d'agents URDOC, APCAM, ON, des responsables d'OP, institutions financières et fournisseurs afin de faire une évaluation réelle des besoins en intrants des producteurs.

Mieux prendre en compte les **demandes** exprimées par les participants.

Pour mieux apprécier l'impact du conseil en fin 2003 nous suggérons que la présente étude soit complétée avec la mise en place définitive des bases de données sur accès.

Thèmes	Nbre de groupes concernés	Effectifs concernés	1 ^{er} choix		2 ^{ème} choix		3 ^{ème} choix		Tout choix confondu	
			Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Conduite de la pépinière	11	102	45	44%	18	19%	7	9%	70	69%
Conduite de la riziculture	11	102	11	11%	11	11%	12	16%	34	33%
Calcul de la marge brute	11	102	12	12%	6	6%	7	9%	25	25%
Plan prévisionnel	7	61	4	4%	3	3%	0	0%	7	11%
Gestion du stock (calcul des besoins alimentaires)	11	102	21	21%	21	22%	19	26%	61	60%
Entretien des BL	11	102	7	7%	34	35%	22	30%	63	62%
Gestion de la trésorerie	5	49	2	2%	4	4%	7	9%	13	27%
TOTAL			102	100%	97	100%	74	100%		

Tableau :de présentation des raisons des choix des thèmes (fréquences).

Raisons	Fréquences			
	1 ^{er} choix	2 ^{ème} choix	3 ^{ème} choix	Total
1. Résolution de problèmes techniques	70	64	45	179
2. Résolution de problèmes économiques	22	27	28	77
3. Résolution de problèmes sociaux	27	23	21	71
4. Résolution de problèmes organisationnels et connaissance	9	11	9	29